

En ROUTE pour la METAMORPHOSE



« SI ON VEUT TRANSFORMER LA DÉMOCRATIE, ON DOIT ÊTRE DES MILLIERS À LE FAIRE AU NIVEAU LOCAL »

©Fréquence Commune

Du peuple kurde aux Sahraouis, la Fondation a toujours défendu les droits à l'autodétermination des peuples opprimés par des Etats-Nations et dénoncé la soumission par le capitalisme néolibéral des aspirations populaires à la justice sociale, à la démocratie réelle et à une vie digne. Fort de cet héritage, l'engagement en faveur d'une réappropriation démocratique du pouvoir par et pour les habitant·e·s à partir de leurs territoires, s'est imposé comme une évidence.

Inscrits dans cet élan, Elisabeth Dau, Thomas Simon et Tristan Rechid, nous partagent dans cet entretien, l'histoire et les actions menées par la coopérative Fréquence Commune pour soutenir, former, créer du lien et des espaces de partage pour des élu·e·s et des habitant·e·s qui réinventent la démocratie locale. Leur volonté : « mettre en action cette transformation par le bas en accompagnant des expériences concrètes, impactantes et répliquables dans les communes ».

✱

Bonjour, pouvez-vous vous présenter ?

Elisabeth : Je suis Elisabeth Dau, co-fondatrice de Fréquence Commune, directrice de recherche pour *CommonsPolis* et *Utopia*. Je gravite dans une sphère proche du municipalisme, des commons et de la gouvernance démocratique depuis plus de 10 ans.

Thomas : Je m'appelle Thomas, co-fondateur de Fréquence Commune, je suis géographe de formation, j'habite à Grenoble et je suis à la fois animateur et formateur en démocratie locale.

Tristan : Je m'appelle Tristan, co-fondateur de Fréquence Commune, je suis engagé dans différents mouvements d'éducation populaire depuis 25 ans. J'ai été co-initiateur de la liste participative de Saillans en 2014 ; et depuis 2015 j'ai entamé un tour de France pour former des collectifs et des listes citoyennes aux outils d'intelligence collective.

Pouvez-vous nous raconter l'histoire derrière la constitution de Fréquence Commune au cours des dernières années ?

Thomas : Fréquence Commune c'est la rencontre de quelques personnes d'horizons différents. Nous voulions travailler la question de la démocratie locale de manière radicale : comment les habitant·e·s peuvent décider directement des choses qui les concernent dans leurs villes et villages ? On s'est rencontré·e·s dans la rencontre internationale « Fearless Cities » organisé par Barcelona in Comu en 2017, et dans d'autres événements.

Elisabeth : Les briques se sont agencées les unes aux autres. Il y a d'abord eu la victoire de la liste citoyenne de Saillans en 2014, l'élection des « municipalités rebelles » en Espagne en 2015, les festivals des Curieuses Démocraties en France... Nous nous sommes retrouvé·e·s autour de constats et d'envies partagés : le manque d'un service public de la démocratie, le besoin de dépasser les concurrences entre acteurs, de soutenir et prendre soin des acteurs et alternatives qui émergent au niveau local... Et puis on a lancé Action Commune en 2019 !

Thomas : C'était un collectif pour soutenir les nombreuses listes citoyennes qui se montaient pour les municipales de 2020, un phénomène très rural et peu visible dans les médias. On s'est demandé comment le rendre visible. Comment on accompagne ces listes citoyennes, on met en réseau, on s'entraide ?

Elisabeth : Le boom des élections municipales de 2020 a été incroyable. On ne s'attendait pas à ce qu'il y ait une telle effervescence des listes et collectifs citoyens ! On a joué un rôle de relais en mettant à disposition des outils et des espaces d'échanges – une cartographie, un MOOC, un site internet, des webinaires – et ça a bien réussi. On est passé d'une vingtaine de listes participatives en 2014, à environ 400 cartographiées en 2020 ! Ces échanges de pairs à pairs ont été précieux. Beaucoup de listes nous disaient « on n'est pas tout·e·s seul·e·s ! »

Quel bilan faites-vous des élections municipales de 2020 ?

Thomas : Au-delà des listes qu'on avait repérées, de nouvelles continuent de nous contacter. Des chercheurs en ont cartographié 600, l'INSEE 800 : concrètement, ça fait 12000 candidat·e·s ! Pour référencer nos listes, on n'a pas défini des critères trop précis, mais on voulait vraiment vérifier si les partis étaient à l'initiative ou pas : or, 70% des listes n'avaient aucun lien avec une initiative de parti. C'est donc un mouvement politique de fond, mais sans parti politique, sans coordination, ni conscience de lui-même.



Thomas : Au final, sur ces 400 listes, et malgré le contexte du Covid et du confinement en mars 2020 : 66 ont gagné (dont Poitiers, La Crèche, Saint-Médard-en-Jalles, Chambéry, Morlaix, Auray...), 192 villes ou villages ont des élu·e·s minoritaires. Et aujourd'hui dans notre réseau on échange avec environ 120 communes.

Peut-on parler d'une « vague citoyenne » ? D'une « révolution municipaliste » à la française ?

Elisabeth : J'aime beaucoup l'idée de « claqué citoyenne », avec une vraie transformation des manières de faire ! Il y a une claqué sociologique avec un renouvellement des élu·e·s, une forte féminisation de l'engagement. On a pu toucher des tas de citoyen·ne·s qui ont transformé la manière de faire de la politique de manière émancipatrice. Des collectifs qui vont mûrir dans le temps, apprendre à fonctionner ensemble, à s'écouter et changer de posture.

Thomas : Il faut préciser ce qu'on entend par « municipalisme ». Si on parle du « municipalisme libertaire » inspiré par Murray Bookchin qui veut remettre en cause l'Etat-nation à partir de la montée en puissance d'un mouvement local basé sur des assemblées populaires fédérées entre elles, alors les communes élues n'ont pas conscience de cela. Quelques élu·e·s s'inspirent du municipalisme mais ça n'est pas l'esprit de départ.

Mais si par « municipalisme » on entend : réinventer la politique, partager le pouvoir, féminiser la politique, limiter les dominations, arrêter le carriérisme et la professionnalisation pour être plus efficace et aller vers le bien commun et la transformation sociale, alors oui, on peut parler d'une « vague municipaliste » à la française !

Elisabeth : Des chercheurs et chercheuses, Paula Cossart et Pierre Sauvêtre, considèrent qu'il s'agit plus d'un « municipalisme participatif » que du communalisme tel que le pensait Bookchin.

Thomas : Les gens qu'on accompagne aujourd'hui sont des habitant·e·s engagé·e·s localement qui n'en pouvaient plus de faire face à l'inaction nationale au niveau écologique et social. Ils et elles se sont dit « on va actionner tous les moyens d'actions possibles dont parle le GIEC quand il explique que 60% des leviers sont au niveau local ». Et petit à petit, un côté révolutionnaire s'installe, avec l'idée d'aller loin dans la remise en cause du fonctionnement du système.



Au sein de toute cette effervescence, comment avez-vous créé Fréquence Commune et quelles sont ses activités ?

Thomas : Porté·e·s par cette dynamique, on a créé la coopérative (SCIC) Fréquence Commune en juin 2020 pour agir sur trois piliers. Premièrement, accompagner sur le terrain celles et ceux qui ont gagné, et si on peut, les élus minoritaires et collectifs d'habitant·e·s non élu·e·s.

Deuxièmement, mettre en réseau pour faire du co-apprentissage et faire « monter la sauce » pour une conscience collective d'action. Troisièmement, raconter : comment on arrive à rendre visible cette dynamique pour qu'elle soit compréhensible pour des gens qui ne font pas de politique ? Et aussi capitaliser et faire de la recherche sur ce qui se passe. Dans notre approche, on est passé·e·s au fil des années d'une approche « méthodo » centrée sur les outils à quelque chose d'assez radical. Maintenant, on affirme une dimension politique assumée de transformation sociale et écologique. Les outils de transformation participative sont au service de cet horizon : c'est très clair qu'on ne bosse pas avec des fachos ou des néolibéraux.

Pourquoi avoir créé une SCIC ?

Thomas : On veut que notre action soit à l'image de ce qu'on promeut, ce que l'on appelle le « travail associé ». On veut intégrer dans notre structure des gens qui sont à la fois des élu·e·s, citoyen·ne·s, chercheur·e·s, accompagnateurs·trices, associations, des gens qui font la transformation de la démocratie et les intégrer pour faire un travail coopératif.

Elisabeth : On est animé·e·s par des enjeux importants : comment on accompagne sans jouer le jeu du marché de la démocratie ? Comment on garde cet aspect militant ? Par ailleurs on a un gros problème dans le milieu militant : comment on fait vivre ce milieu dans une économie capitaliste qui crée un « marché de la démocratie » concurrentiel [avec des rivalités entre plein de structures d'accompagnement] ? La SCIC permet d'engager du travail, de la contrepartie sans être forcément lucratif, et en même temps s'inscrire dans une tentative de créer une autre forme d'économie.

Par rapport à ce « marché de la démocratie participative », votre approche de la formation et de l'accompagnement se veut radicale. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Thomas : Par rapport à des boîtes de conseils qui sur le papier font le même job que nous...en réalité c'est le jour et la nuit. Nous n'arrivons pas avec un kit en main mais avec une approche profonde : on appuie où ça fait mal, on souligne les angles morts parce qu'on est militant·e·s sur les enjeux de démocratie. C'est pour cela que les gens nous contactent. Ils ne veulent pas un kit d'animation des réunions publiques ou un site internet pour voter en un clic : ils demandent de la transformation personnelle et politique des habitant·e·s, des élu·e·s, des agent·e·s !

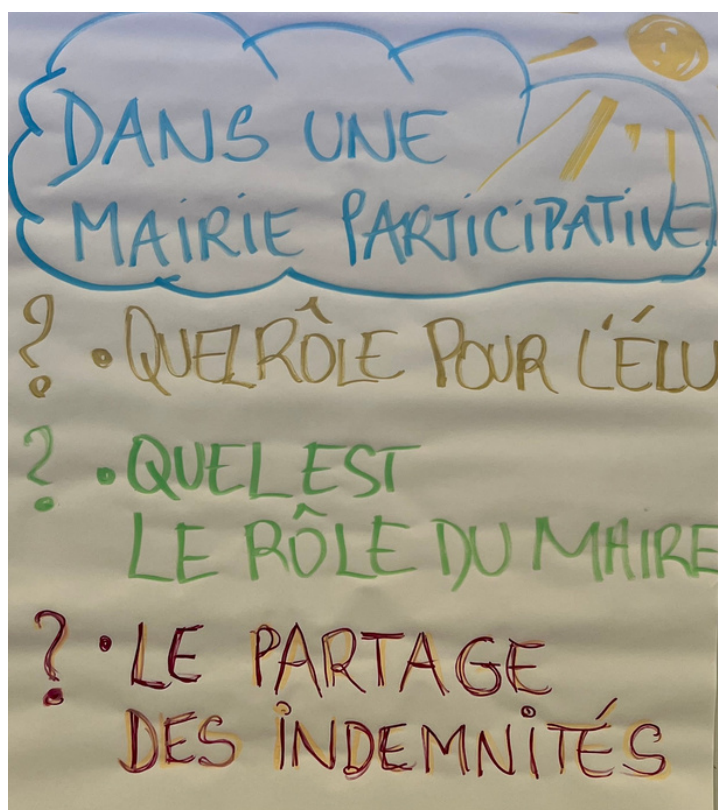
Elisabeth : La base de notre action, c'est ce « travail associé » entre habitant·e·s, élu·e·s, et agent·e·s. C'est dans cette rencontre que se fabrique le politique. Il y a à chaque fois une dimension sur mesure de transformation politique d'un territoire, un chemin qui est toujours différent. Les accompagnements sont aussi une expérience de transformation politique pour nous, qui nous font évoluer dans notre radicalité. On se dit qu'on doit travailler sur notre raison d'être, on commence à parler de « démocratie directe » !

Quels sont les principaux enjeux à l'approfondissement démocratique dans les communes, et les accompagnez-vous ?

Tristan : D'abord, avant de travailler avec des équipes, on se rencontre pour vérifier qu'il y a une intention politique claire. Les outils d'intelligence collective ne remplacent pas la volonté politique, mais ils permettent d'expérimenter du travail associé.

Thomas : La première année on a surtout fait de l'accompagnement à la démocratie interne pour apprendre aux élu·e·s à gérer l'administration et à travailler en collégialité, à l'épreuve du pouvoir. Formellement, sous la Vème République, le maire a tous les pouvoirs : il y a toute une culture pyramidale à déconstruire ! C'est un prérequis, et une première étape fondamentale. Si déjà à 25 élu·e·s on ne sait pas qui décide entre le maire, le directeur général des services et toute la pyramide... alors comment ouvrir aux habitant·e·s ensuite ? C'est fondamental de détricoter pour comprendre où est le pouvoir, où se prennent réellement les décisions.

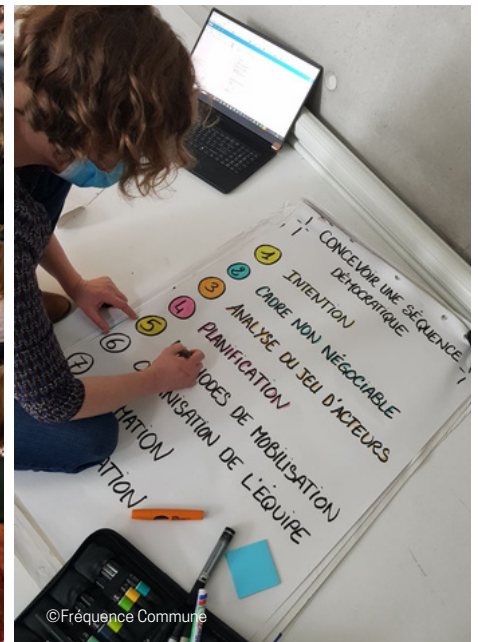
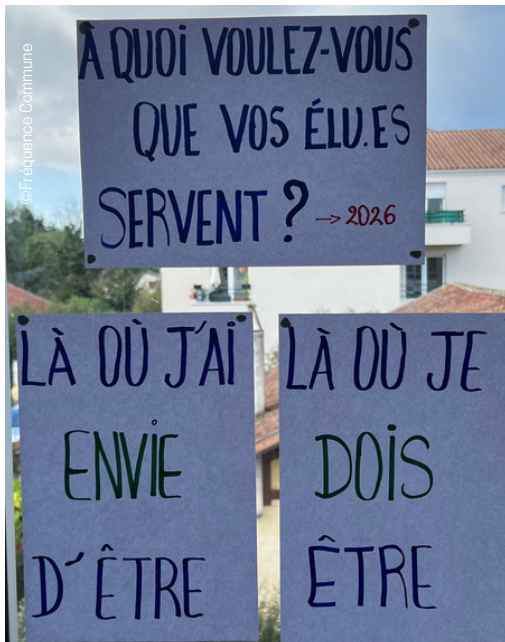
Tristan : Concrètement on a pu redessiner des schémas de collégialité, créer des groupes de travail ouverts en co-construction avec élu·e·s, agent·e·s, habitant·e·s. Le groupe de travail, c'est le « cœur du réacteur », l'endroit où les projets sont construits avant d'être validés.



Document de travail collectif et d'animation proposé par
Fréquence Commune

Thomas : Ensuite on a commencé à accompagner les enjeux de « participation citoyenne », et pousser cette approche un peu plus loin pour se concentrer uniquement sur de la co-construction et de la co-décision. Comment redynamiser les instances de participation souvent assez vides pour les relier à la décision ? Comment former les agent·e·s et élu·e·s pour travailler avec les habitant·e·s ?

On propose une formation sur la création d'instances démocratiques – assemblées citoyennes, conseils de quartiers, etc. A Sainte-Luce-sur-Loire on a amélioré les conseils citoyens en y impliquant les élu·e·s et en donnant un pouvoir de décision. A Morlaix, les conseils de quartier vont gérer un budget participatif orienté sur l'investissement. On propose aussi l'accompagnement des « séquences démocratiques » où les habitant·e·s peuvent participer aux décisions avec une entrée par projet. On accompagne par exemple la ville de La Crèche pour savoir s'ils doivent réhabiliter leur piscine municipale, qui est un sujet très sensible localement. On a aussi une formation sur les « constitutions locales ».



Ateliers de réflexion et (dé)construction collective, espaces de partage d'expériences et de co-apprentissages, formation aux dynamiques participatives, l'accompagnement par Fréquence Commune de l'approfondissement à la démocratie est divers.

Tristan : On essaie de sortir du concept de « concertation » qui est trop flou. On va chercher le sens de chaque « séquence démocratique » : information ? consultation ? co-construction ? co-décision ? Sur la question des assemblées citoyennes : pourquoi faire ? quelle raison d'être ? Pour les conseils de quartier : est-ce un espace de doléance ? de représentation ? de construction de projet ? On taquine aussi : c'est quoi le lien avec la décision ? Quel est le chemin entre l'instance démocratique et la délibération en conseil municipal ? C'est très important de mettre de la clarté sur tous ces enjeux.

Concrètement on a pu redessiner des schémas de collégialité, créer des groupes de travail ouverts en co-construction avec élu·e·s, agent·e·s, habitant·e·s. Le groupe de travail, c'est le « cœur du réacteur », l'endroit où les projets sont construits avant d'être validés.

Pouvez-vous nous donner un exemple significatif ?

Thomas : Avec Poitiers, nous avons lancé un groupe pour construire la future « Assemblée Citoyenne et Populaire de Poitiers », avec le défi de faire du travail associé, en mettant au même niveau de pouvoir élu·e·s, agent·e·s, et habitant·e·s tiré·e·s au sort, en partant de zéro. En 6 mois on a écrit tout le fonctionnement de cette future instance, le lien avec les décisions et élu·e·s, le tirage au sort, qui la compose, etc.

Grâce au travail associé on a réussi à lancer une initiative beaucoup plus radicale et ambitieuse que ce qu'on aurait lancé tout seul ou avec un comité de pilotage restreint ! Et c'est faisable, car on reste pragmatiques. Donc à ce stade, « l'Assemblée Citoyenne et Populaire de Poitiers » va être ouverte à tous·te·s et être décisionnaire sur un sujet précis et structurant pour la ville - pas juste un budget participatif. C'est une expérimentation un peu folle, qui articule à l'échelle de Poitiers la démocratie directe aux mécanismes existants de démocratie représentative !

C'est pour cela qu'on fait tout ça. Pour que les gens soient transformés et veuillent faire de la politique au sens classique et noble : pour le bien commun, pour gérer la vie de la cité avec les autres. Si à la fin de la session trente personnes sont bouleversées, c'est qu'on a bien fait notre travail ! Et si on peut faire ça à Poitiers, on peut le faire pour n'importe quelle autre ville ou processus de décision : de fait, on est en train de transformer la politique !

Ça nous booste énormément ! Le tour de table exprimant le ressenti à la fin de ce travail a été incroyable : cinq personnes ont pleuré parce que ça a été bouleversant, une fille qui ne votait jamais a dit avoir compris ce que c'était la politique, une mère qui a accouché dix jours auparavant tenait absolument à être présente. Il s'est passé quelque chose de fort.

Pouvez-vous nous expliquer la dynamique de lancement du « Réseau des communes participatives » ?

Thomas : Depuis fin 2020 on lance un « Réseau des communes et collectifs participatifs ». Il y a plusieurs objectifs. D'abord faire de l'entraide et du co-apprentissage. Que chacun·e puisse partager ses pratiques et se soutenir dans ce qui marche. On organise deux rencontres par an environ. Le second objectif c'est préparer les élections municipales de 2026. Si on veut transformer la démocratie on doit être des milliers à le faire au niveau local ! Il faut qu'on soit encore plus nombreux, qu'il y ait des centaines de communes gérées de cette manière-là. C'est un premier pas vers les autres échelles : intercommunalités, départements, régions, Etat. On veut essaimer et donner envie à d'autres de prendre les pouvoirs au niveau des communes pour gérer les villes d'une autre manière.

Elisabeth : On voit l'émergence folle d'une force politique naissante, et qui ne se concrétise pas encore parce que le contexte la prive de victoire. Nos accompagnements montrent que cette force est bien là mais n'a pas d'endroits pour se retrouver. Fréquence Commune est un espace de soutien pour échanger et se renforcer. C'est nécessaire pour que les acteurs·trices évitent de rester isolé·e·s dans leurs campagnes et leurs villes, parfois déprimé·e·s, en portant à bout de bras des changements difficiles et énergivores !

Tristan : Une petite nuance qui fait une grosse différence : on va faire attention à ne pas se transformer en parti politique dogmatique, ne pas dire aux gens comment ils devraient fonctionner. Il y a plein de manière d'incarner comment faire autrement de la politique, plutôt que dire « voilà ce qu'il faut faire ». On se positionne en soutien de ce qui se passe réellement sur le terrain.

Thomas : L'autre enjeu, c'est de rendre visible l'émergence de ce mouvement. On pense ça de manière sensible pour le rendre accessible, avec un documentaire ou des petites vidéos. Au-delà des « outils » ou des institutions, on veut surtout montrer les transformations concrètes. Comment Saint-Senoux a remunicipalisé les terres pour faire de l'autonomie alimentaire ? Comment participer à toute cette dynamique transforme concrètement la vie des gens ? La politique c'est aussi ça : rencontrer des gens, se faire des potes, vivre des trucs beaux. Ça peut être fun !